



**PLAN D'URGENCE
POUR L'ÉDUCATION**

Il y a urgence...

Alors que le ministre de l'Éducation nationale et sa Première ministre se félicitaient dès le 1^{er} septembre d'une rentrée « convenable », les faits sur le terrain appellent à plus de prudence...

En effet, les recrutements de personnels contractuels réalisés par les rectorats lors des « job dating » d'été, n'ont pas permis de couvrir tous les manques recensés sur l'ensemble du territoire. Car oui, cette année plus que les autres d'ailleurs, la pénurie de personnels touche tous les départements et pas seulement les académies traditionnellement déficitaires...

Dans ces conditions, alors que la CGT Éduc'action dénonce ces manques et exige un plan d'urgence de recrutement depuis des mois, il est inadmissible que la seule réponse du gouvernement soit la généralisation du recrutement de personnels précaires et non formés.

Pour la CGT Éduc'action, il y a urgence à recruter tou-tes les candidat-es inscrit-es sur les listes complémentaires. Aujourd'hui, et alors que le ministère s'était engagé en juillet à épuiser ces listes, seulement la moitié des candidat-es a été appelée. M. le ministre, passons la vitesse supérieure et vite. Obligeons les rectorats à appliquer vos engagements.

Exigeons aussi que les collègues contractuel·les soient formé·es et accompagné·es dans leur travail. La formation suivie pendant quelques jours fin août ne peut être suffisante. Elle les met surtout en difficulté et les place dans une situation difficile face aux attentes des familles et des élèves.

Surtout, cette rentrée n'est qu'une bulle. Si elle s'est faite dans des conditions acceptables avec quasiment des personnels dans chaque classe, c'est uniquement en ayant recours aux précaires et aux personnels remplaçants. Quelle sera la situation dans quelques semaines quand ces derniers seront appelés à intervenir dans les classes vides ?

Au-delà des urgences de ce mois de septembre, la CGT Éduc'action exige que des recrutements statutaires d'ampleur soient budgétés pour les années à venir, ainsi qu'une formation de qualité et des salaires revalorisés. Il n'y a pas d'autres alternatives pour garantir le Service public d'Éducation, l'égalité d'accès à l'éducation, des conditions d'étude et de travail décentes et satisfaisantes, une attractivité des métiers et une mobilité professionnelle garantie... Il y a urgence !

